

Point de Presse du Conseil d'Etat

7 avril 2011

La version Internet fait foi

M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

| | |
|--|----|
| Genève-Confédération | 4 |
| Etiquette-énergie : pour une meilleure information sur la consommation de carburant et les émissions de CO ₂ des voitures de tourisme | 4 |
| Genève soutient l'adhésion de la Suisse à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées | 4 |
| Genève globalement favorable au Projet de territoire suisse | 5 |
| Genève | 6 |
| Accident nucléaire au Japon : les mesures de veille en place pour le canton de Genève..... | 6 |
| Mise en œuvre de Justice 2011: règlements adaptés | 6 |
| Retrait du projet de loi modifiant la loi sur l'aide sociale individuelle | 7 |
| Meyrin : nouvelle étape pour le projet des Vergers | 7 |
| Réhabilitation de l'Ancien Manège..... | 8 |
| Adoption du règlement sur les systèmes d'information | 8 |
| Déjeuner de travail avec la présidence de l'Assemblée constituante..... | 8 |
| Nominations..... | 9 |
| Agenda des invitations à la presse | 11 |

Étiquette-énergie : pour une meilleure information sur la consommation de carburant et les émissions de CO₂ des voitures de tourisme

Le Conseil d'Etat a répondu à l'audition lancée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) concernant une modification de l'étiquette-énergie des voitures de tourisme. Avec cette modification, les véhicules lourds seront moins nombreux à bénéficier de l'étiquette de la meilleure catégorie, c'est-à-dire la catégorie A, quand bien même ils ont une consommation faible par rapport à leur masse à vide. Par ailleurs, l'étiquette-énergie concernera désormais également les véhicules électriques et ceux alimentés en carburant biogène. Enfin, l'étiquette-énergie sera adaptée à l'état de la technique chaque année et non plus tous les deux ans.

Le Conseil d'Etat approuve cette nouvelle étiquette-énergie, qui donne aux automobilistes des informations plus complètes et plus précises sur l'efficacité énergétique et les émissions de CO₂ de leurs véhicules. Il regrette cependant l'absence de critères liés aux impacts des véhicules sur la pollution de l'air et considère que les automobilistes devraient connaître ces impacts lorsqu'ils choisissent d'acquérir un véhicule alimenté en essence, en diesel, en gaz ou en électricité. Dès lors, le Conseil d'Etat demande au Conseil fédéral de compléter l'étiquette-énergie dans ce sens.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur du service de l'énergie, DSPE,
☎ 022 327 93 65.*

Genève soutient l'adhésion de la Suisse à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées

Consulté par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), le Conseil d'Etat s'est prononcé en faveur de l'initiative du Conseil fédéral d'engager la procédure d'adhésion de la Suisse à la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées. Cette convention est importante, car elle indique la voie vers la concrétisation des droits de l'homme pour les personnes handicapées. Elle a pour objectifs de promouvoir l'égalité des chances des personnes en situation de handicap, d'empêcher toute forme de discrimination à leur encontre et de leur permettre de prendre une part active dans la vie politique, économique, sociale et culturelle.

La Convention permet d'ancrer encore davantage dans la législation en vigueur des principes qui guident déjà la politique du canton en faveur des personnes en situation de handicap. Dans les grandes lignes, la Convention n'entraînerait pas, pour Genève, de mesures législatives et administratives excessives, ni de surcroît de travail ou de dépenses conséquentes.

Le Conseil d'Etat sollicite toutefois des clarifications sur les conséquences que pourrait impliquer l'adhésion de la Confédération à cette Convention sur certains points, en particulier en matière de scolarisation des enfants

en situation de handicap. La législation fédérale et les pratiques cantonales prévoient en effet d'intégrer, dans la mesure du possible, les enfants et les adolescents handicapés dans l'école régulière, alors que la Convention prévoit un système totalement inclusif, qui n'a pu être concrètement réalisé jusqu'ici dans aucun canton latin.

*Pour toute information complémentaire : M. Marc Maugué, directeur général de l'action sociale, DSE,
☎ 022 546 51 45.*

Genève globalement favorable au Projet de territoire suisse

Le Conseil d'Etat a répondu à une demande de prise de position de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) sur le [Projet de territoire suisse \(PTS\)](#). D'une manière générale, Genève partage l'avis positif de la CdC sur le projet et considère que ce document constitue un cadre de référence adéquat pour relever les défis du développement territorial.

Il tient tout d'abord à saluer le travail effectué dans le cadre de la CdC pour élaborer une prise de position commune sur le Projet de territoire suisse. Le processus tripartite mis en œuvre pour sa conception garantit une prise en compte équilibrée des enjeux territoriaux des différentes entités concernées. Il offre également une opportunité de dépasser les frontières institutionnelles pour développer des stratégies à des échelles plus larges et en phase avec les problématiques actuelles. Aussi, l'approche par espaces fonctionnels est particulièrement appropriée pour répondre aux enjeux de l'aménagement du territoire de ces prochaines années.

Le canton de Genève partage également la position consistant à associer densification et qualité urbaine, qui représentent deux défis majeurs en matière d'urbanisme.

Le gouvernement genevois considère toutefois que la portée et le statut du Projet de territoire suisse ne sont pas clairement définis. Il estime en effet que le statut devrait être précisé dans le cadre de la révision partielle de la [loi fédérale sur l'aménagement du territoire \(LAT\)](#), actuellement débattue par les Chambres fédérales.

En outre, le Conseil d'Etat suggère d'accentuer la nécessité de préserver les qualités paysagères de la Suisse en luttant contre l'étalement urbain et le mitage du territoire.

Enfin, il ne partage pas l'avis de la CdC, qui propose que le développement de la Suisse se fasse en premier lieu par l'optimisation des chaînes de transport existantes. Pour le canton de Genève, il est primordial que de nouvelles infrastructures de transport soient développées au sein de l'agglomération franco-valdo-genevoise.

Pour toute information complémentaire: M. Vassilis Venizelos, urbaniste, direction de la planification directrice cantonale et régional de l'office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 58.

Accident nucléaire au Japon : les mesures de veille en place pour le canton de Genève

Faisant suite à l'accident nucléaire survenu le 11 mars 2011 sur le site de la centrale de Fukushima au Japon, le Conseil d'Etat a constitué immédiatement une cellule de veille afin de suivre, au jour le jour, l'évolution de la situation et d'établir un niveau d'information et de coordination optimal à Genève.

Cette cellule se compose du directeur de la sécurité civile, de la directrice générale de la santé, du responsable du [dispositif OSIRIS](#) au sein des services d'état-major de la police, ainsi que du coordinateur en matière nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique du service de l'environnement des entreprises.

Afin de disposer d'une juste appréciation de la situation, la cellule de veille échange, centralise et coordonne les informations disponibles en liaison directe avec la Confédération, qui est l'autorité compétente en matière d'analyse de l'air et d'alarme à la population dans ce domaine.

Les relevés effectués à ce jour à l'échelon national, tant au sol qu'en altitude, ne démontrent pas d'augmentation significative de la radioactivité et l'on reste dans la moyenne des données habituellement recensées. Ces résultats indiquent que la situation ne présente pas de danger particulier pour la population. Par ailleurs, afin de protéger la santé des consommateurs, les denrées alimentaires importées du Japon sont soumises à des [contrôles stricts](#) à la frontière suisse.

Dans ce contexte, les mesures mises en place dans le canton de Genève permettent d'assurer une veille active répondant aux exigences de protection de la population.

*Pour toute information complémentaire : M. Jérôme Felley, directeur de la sécurité civile, DIM,
☎ 022 727 02 10.*

Mise en œuvre de Justice 2011: règlements adaptés

Le Conseil d'Etat a adopté une première série de modifications de 34 règlements, destinés à améliorer la cohérence des textes réglementaires avec la réforme judiciaire Justice 2011.

Le 1^{er} janvier 2011, l'essentiel de la réforme Justice 2011 est entré en vigueur. La loi sur l'organisation judiciaire chargeait la chancellerie d'Etat d'adapter la dénomination des juridictions dans le recueil systématique de la législation genevoise, ce qui a été fait. La mise en œuvre de Justice 2011 nécessitait aussi la résolution de certaines contradictions, l'adaptation de renvois à des textes légaux ou réglementaires, fédéraux ou cantonaux, de même que d'autres modifications dépassant la simple adaptation terminologique.

D'autres modifications réglementaires auront lieu ultérieurement, en particulier pour tenir compte des modifications induites par les projets de loi [PL 10761](#) concernant des modifications formelles et [PL 10762](#)

concernant des modifications matérielles, déposés par le Conseil d'Etat auprès du Grand Conseil le 17 novembre 2010.

Par ailleurs, une première partie de la loi [10763](#) concernant la réévaluation du traitement des juges et l'augmentation du nombre de postes de magistrats a été approuvée par le Grand Conseil le 16 décembre 2010 et est entrée en vigueur le 15 février 2011.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Retrait du projet de loi modifiant la loi sur l'aide sociale individuelle

Le Conseil d'Etat a retiré le projet de loi 10656 modifiant la loi sur l'aide sociale individuelle du 22 mars 2007 (LASI). Ce projet de loi visait à consolider les bases légales fondant la pratique de l'Hospice général consistant à éviter que l'obtention de l'aide sociale n'annihile les effets d'éventuelles suspensions des indemnités de chômage en cas de sanction. Cette pratique était contestée par un recours.

Par un arrêt du 15 juin 2010 (ATA/413/2010), le Tribunal administratif a confirmé la pratique de l'Hospice général. Cet arrêt n'a pas fait l'objet de recours au Tribunal fédéral, il est aujourd'hui définitif et exécutoire. Il en résulte que la base légale actuelle est suffisante pour légitimer la pratique de l'Hospice général. Par conséquent, le PL 10656 modifiant la loi sur l'aide sociale individuelle est devenu inutile.

La [loi fédérale en matière de chômage](#) prévoit la suspension des indemnités de chômage dans différentes situations, notamment lorsque l'assuré n'observe pas les prescriptions de contrôle du chômage ou les instructions de l'autorité compétente, refuse un travail convenable, ne se présente pas à une mesure de marché du travail ou l'interrompt sans motif valable, ou encore compromet ou empêche, par son comportement, le déroulement de la mesure ou la réalisation de son but.

*Pour toute information complémentaire : M. Marc Maugué, directeur général de l'action sociale, DSE,
☎ 022 546 51 45.*

Meyrin : nouvelle étape pour le projet des Vergers

Le Conseil d'Etat a adopté le plan localisé de quartier (PLQ) «Les Vergers» situé au nord de la route de Meyrin, entre l'avenue de Vaudagne et la nouvelle Promenade des Vergers. Ce PLQ porte sur une vingtaine de parcelles en zone de développement 3 (zone qui comprend les régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée) et pour partie en zone sportive.

Le PLQ prévoit de construire un nouveau quartier d'habitation d'une trentaine de bâtiments sur une surface totale de 138 900 m². Pas moins de 115 500 m² seront dévolus à de l'habitat pour un total de 1070 logements, et 23 400 m² seront mis à disposition pour des activités et des services de proximité. Ce projet comprend également un périmètre destiné à des équipements publics.

Ce plan prévoit aussi la construction de deux parkings souterrains, situés sous de vastes espaces aménagés en places publiques, qui comprendront près de 1700 places de stationnement à l'usage des habitants du périmètre.

Ce projet a été préavisé favorablement par le Conseil municipal de Meyrin le 16 novembre 2010. Les oppositions formulées dans le cadre de la procédure d'opposition ont été rejetées conjointement à l'adoption du plan. Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle (FAO), le plan sera

disponible sur le site Internet de l'Etat de Genève à l'adresse www.ge.ch/amenagement/procedures. Des informations complètes sur ce projet prioritaire sont disponibles à l'adresse suivante: www.ge.ch/vergers.

Pour toute information complémentaire : M. Stéphane Thiébaud, chef de projets, planification directrice localisée et mise en œuvre des grands projets, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 13.

Réhabilitation de l'Ancien Manège

Le Conseil d'Etat a décidé d'octroyer un droit de superficie distinct et permanent (DDP) à la Ville de Genève sur une parcelle située rue René-Louis-Piachaud, en Vieille-Ville, sur laquelle se trouve aujourd'hui l'«Ancien Manège», actuellement dévolu en partie à un parking.

L'Etat de Genève entend ainsi permettre à la Ville de Genève d'affecter l'Ancien Manège à un usage public. Une crèche et une maison de quartier y sont notamment prévues.

Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Basler, gérant spécialisé, office des bâtiments, DCTI, ☎ 022 546 62 02.

Adoption du règlement sur les systèmes d'information

Le Conseil d'Etat a adopté un règlement sur l'organisation de la gestion des systèmes d'information. Ce règlement a pour but de définir les divers types de systèmes d'information au sein de l'administration, ainsi que les rôles et responsabilités des différents acteurs chargés de les gérer et de les développer.

Ce règlement s'inscrit dans une vision globale et transversale de l'administration. Dans ce contexte, les systèmes d'information jouent un rôle prépondérant, car ils permettent de gérer les flux d'information, ressources essentielles à toute organisation.

Le règlement adopté par le Conseil d'Etat permet également de valider les tâches du collège spécialisé en la matière et crée une direction générale des systèmes d'information.

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Taschini, secrétaire général adjoint en charge des technologies de l'information, DCTI, ☎ 022 327 94 05.

Déjeuner de travail avec la présidence de l'Assemblée constituante

Le Conseil d'Etat a rencontré la présidence de l'Assemblée constituante lors d'un déjeuner de travail organisé dans la perspective de la préparation de la fin des travaux de l'Assemblée en 2012. Différents éléments de nature organisationnelle ont été abordés.

Nominations

Nouvelle médecin-cheffe à la clinique de Joli-Mont



Le Conseil d'Etat a approuvé la décision du conseil d'administration des cliniques genevoises de Joli-Mont et Montana qui a désigné la doctoresse **Emilia Frangos**, née en 1975, en qualité de médecin-cheffe de la clinique de Joli-Mont en remplacement du docteur Farzad Rouhani, qui va atteindre l'âge de la retraite.

Titulaire d'un doctorat en médecine (prix F.Tissot de la meilleure thèse de doctorat), du titre fédéral de spécialiste en médecine interne (FMH), d'un diplôme de l'*European Academy for Medicine of Ageing* (EAMA), d'un diplôme d'*Advanced Cardiovascular Life Support* (ACLS), ainsi qu'au bénéfice d'une formation approfondie en gériatrie, la doctoresse Frangos a exercé son activité en qualité de médecin interne dans divers départements des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) ; parmi ceux-ci, le département de psychiatrie gériatrique, l'hôpital de gériatrie et centre de soins continus, le département de médecine interne, le département de médecine communautaire et l'hôpital de gériatrie, département de réhabilitation et de gériatrie.

La doctoresse Frangos a par ailleurs activement participé à la préparation des colloques de formation des médecins internes du département de réhabilitation et de gériatrie des HUG, ainsi qu'au programme de formation approfondie en gériatrie du département de réhabilitation et gériatrie des HUG, de la faculté de médecine de Genève et du groupement des gériatres genevois.

Pour tout complément d'information : M. Bernard Rosset, directeur de la clinique de Joli-Mont,
☎ 022 717 03 20.

Nouvelle médecin-cheffe de service aux Hôpitaux universitaires de Genève



Suite à la décision du conseil d'administration des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), le Conseil d'Etat a approuvé la nomination de la doctoresse **Alessandra Canuto** à la fonction de médecin-cheffe du service de psychiatrie de liaison et d'intervention de crise au département de santé mentale et de psychiatrie des HUG.

Ayant effectué sa formation médicale post-graduée à Turin (Italie) et à Genève (Suisse), la doctoresse Canuto a obtenu un titre de spécialiste en psychologie clinique en 1997 et son FMH de psychiatrie et psychothérapie en 2000. Elle a ensuite suivi une formation approfondie en psychiatrie de la personne âgée et en psychiatrie de liaison.

En 2010, elle a obtenu le titre de privat-docent à la faculté de médecine de l'Université de Genève. Ses travaux de recherche portent principalement sur l'évaluation des soins psychiatriques dans la communauté.

*Pour toute information complémentaire : Mme Agnès Reffet, service de communication externe des HUG,
☎ 022 372 60 06.*

Nomination d'un administrateur aux Hôpitaux universitaires de Genève



Le Conseil d'Etat, sur proposition du conseil d'administration des HUG, a ratifié l'engagement de M. **Daniel Laurent Roth** au poste d'administrateur d'un département médical aux Hôpitaux universitaires de Genève (HUG).

Titulaire d'une licence en sciences économiques et sociales de l'Université de Genève, M. Roth a occupé les postes de responsable de l'audit interne et de l'organisation, puis de directeur de la centrale multimédia romande d'une grande entreprise genevoise.

M. Roth est au bénéfice d'une expérience professionnelle diversifiée aussi bien dans le management que la gestion de projets.

*Pour toute information complémentaire : Mme Agnès Reffet, service de communication externe des HUG,
☎ 022 372 60 06.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

| DATE | SUJET | LIEU | DPT | CONTACT |
|-------------------|---|---|-----------------------------|---|
| 11 avril 11h00 | Présentation du rapport du Conseil d'Etat relatif à la réalisation d'une traversée lacustre à Genève | DCTI, salle Praille Acacias, place de la Taconnerie 7, 2 ^e étage | DCTI | Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72 |
| 30 avril 10h30 | Inauguration de la 3 ^e étape du tramway Cornavin-Meyrin-CERN | CERN et Meyrin-Village | DCTI | Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25 |
| 2 mai 14h00 | Carré Vert, point de situation sur l'assainissement du site et visite de chantier | Site Carré Vert (à préciser) | DSPE DCTI VGe | Grégoire Pralong (DSPE) ☎ 022 546 76 13 Nicole Bovard Briki (DCTI) ☎ 022 327 94 25 |
| 9 mai 10h30 | Gestion des dangers naturels : risques liés aux crues | Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville | DIM | Leyla Rosatti ☎ 022 546 76 14 |
| 19 mai 11h00 | Inauguration du tronçon franco-suisse renaturé de l'Hermance | Rendez-vous à Veigy-Foncenex (détails suivront) | DIM | Leyla Rosatti ☎ 022 546 76 14 |
| 31 mai 10h30 | Présentation des résultats de l'étude d'impact sur la santé de la loi sur l'interdiction de fumer (LIF) | Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville | DARES | Virginie Monnet ☎ 022 546 88 14 |